



RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01864

Numéro SIREN : 383 000 692

Nom ou dénomination : CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE HAUTS DE FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 07/06/2017 sous le numéro de dépôt 8396

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE
445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

SNCM MEGAIDES
1 avenue de la Résistance
BP 51
93341 Le Raincy Cedex

RECEPISSE DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : CAISSE D'EPARGNE ET DE
PREVOYANCE HAUTS DE FRANCE

Numéro RCS : 383 000 692

Forme Juridique : Société anonyme à directoire et
conseil de surveillance

Numéro Gestion : 2017B01864

Adresse : 135 pont de Flandres
59777 Euralille

Numéro du Dépôt : 2017R008396 (2017 8419)

Date du dépôt : 07/06/2017

1 - Type d'acte : Extrait de procès-verbal
de l'assemblée générale mixte
Date de l'acte : 29/04/2017

1 - Décision : Augmentation du capital social

2 - Décision : Changement de la dénomination sociale Ancienne dénomination: CAISSE D'EPARGNE
ET DE PREVOYANCE PICARDIE
Nouvelle dénomination: CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE HAUTS DE FRANCE.

3 - Décision : Transfert du siège social d'un greffe extérieur du 8 rue Vadé 80064 Amiens
au 135 Pont de Flandres 59777 Euralille.

4 - Décision : Nomination(s) de membre(s) du conseil d'orientation et de surveillance

5 - Décision : Refonte des statuts

6 - Décision : Fusion absorption de la société CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE NORD
FRANCE EUROPE - CENFE - siège social 135 Pont de Flandres 59777 Euralille

2 - Type d'acte : Extrait de procès-verbal
du conseil d'orientation et de surveillance
Date de l'acte : 29/04/2017

1 - Décision : Nomination de vice-président du conseil de surveillance

2 - Décision : Nomination(s) de membre(s) du directoire

3 - Décision : Nomination de président du directoire

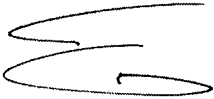
3 - Type d'acte : Statuts mis à jour
Date de l'acte : 29/04/2017

4 - Type d'acte : Liste des sièges sociaux antérieurs
Date de l'acte : 21/04/2017

5 - Type d'acte : Déclaration de conformité
Date de l'acte : 09/05/2017

Délivré à Lille Métropole le 7 juin 2017

Le Greffier,



2017 2008398

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE DE PICARDIE
Société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance
Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier
Au capital de 268 492 540 euros
383 000 692 RCS AMIENS - SIRET 383 000 692 02257 - code NAF 6419 Z
Siège social : 8, rue Vadé – 80064 AMIENS Cedex 9

**EXTRAIT PROCES-VERBAL DE LA REUNION DE
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 29 AVRIL 2017**

(...)

Constitution du bureau :

Monsieur Yves HUBERT, préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Picardie.

Sont nommés scrutateurs les représentants des deux SLE présentes disposant du plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction :

- Monsieur Patrice NAGLE, Président de la SLE des Deux Vallées,
- Monsieur Bernard BELIN, Président de la SLE Amiens Albert Corbie.

Est nommé en qualité de secrétaire du bureau, Monsieur Antoine CHARLANNE.

(...)

Partie Extraordinaire

(...)

RESOLUTION N°1 : APPROBATION DE LA FUSION ET DU PROJET DE TRAITE DE FUSION

L'assemblée générale extraordinaire (l'« **Assemblée** »), après avoir :

- pris connaissance du rapport du Directoire de la Société à l'Assemblée ;
- pris connaissance du projet de traité de fusion (y compris ses annexes) (le « **Traité de Fusion** ») établi par acte sous seing privé signé le 3 mars 2017 entre la Société et la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 497.663.460 euros, ayant son siège social sis 135 pont de Flandres, 59777 Euralille, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 383 089 752 (la « **CENFE** »), aux termes duquel la CENFE apporte et transfère à la Société l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine dans les conditions prévues aux articles L. 236-1 et suivants et R. 236-1 et suivants du Code de commerce ;
- pris connaissance du rapport établi le 23 mars 2017 par Monsieur Jean-Yves Morisset, Commissaire à la fusion désigné par une ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Lille Métropole en date du 18 octobre 2016, sur (i) les modalités de la fusion entre la Société et la CENFE et (ii) la valeur des apports en nature devant être effectués à titre de fusion à la Société par la CENFE ;
- pris acte de l'avis sur le projet de rapprochement organisationnel rendu le 16 février 2017 par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la Société et de l'avis sur le projet de rapprochement organisationnel et de rapprochement juridique rendu le 23 février 2017 par le comité d'entreprise de la Société ;

- pris acte de l'avis sur le projet de rapprochement organisationnel rendu le 16 février 2017 par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la CENFE et de l'avis sur le projet de rapprochement organisationnel et de rapprochement juridique rendu le 23 février 2017 par le comité d'entreprise de la CENFE ;
- pris acte que un exemplaire Traité de Fusion a été déposé le 7 mars 2017 au greffe du Tribunal de commerce d'Amiens pour la Société et un exemplaire du Traité de Fusion a été déposé le 7 mars 2017 au greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole pour la CENFE ;
- pris acte que, conformément aux dispositions de l'article R. 236-2 du Code de commerce, le projet de fusion entre la Société et la CENFE a fait l'objet d'un avis inséré au bulletin officiel des annonces civiles et commerciales par chacune de la Société et la CENFE au moins trente jours avant la date de la première assemblée générale appelée à statuer sur le projet de fusion ;
- pris acte que les termes et conditions du Traité de Fusion ont été établis par référence aux comptes sociaux de la Société et de la CENFE arrêtés au 31 décembre 2016 par leur Directoire respectif et approuvés par leur assemblée générale ordinaire des sociétaires réunie le 1^{er} mars 2017 ;
- pris acte que, conformément à l'article 3.1 du Traité de Fusion, la fusion et la dissolution de la CENFE qui en résulte est soumise à la réalisation des conditions suspensives suivantes (les « **Conditions Suspensives** ») :
 - o l'obtention de la décision de la Banque Centrale Européenne de retrait de l'agrément de la CENFE en qualité d'établissement de crédit conformément aux dispositions de l'article L. 511-15 du Code monétaire et financier et de l'article 88 du règlement (UE) n° 468/2014 de la Banque Centrale Européenne du 16 avril 2014 et de l'approbation ;
 - o l'approbation par la Banque Centrale Européenne du changement de dénomination sociale de la Société ;
 - o l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires de la CENFE de la fusion entre la Société et la CENFE, du Traité de Fusion et de la dissolution de la CENFE qui en résulte ; et
 - o l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires de la Société de la fusion entre la Société et la CENFE, du Traité de Fusion et de l'augmentation de capital corrélative de la Société en rémunération de la fusion par absorption de la CENFE.

approuve dans toutes ses stipulations le Traité de Fusion aux termes duquel la CENFE apporte à la Société, à titre de fusion-absorption, l'intégralité des éléments d'actif et de passif composant son patrimoine (la « **Fusion** ») et notamment :

- la transmission universelle du patrimoine de la CENFE à la Société ;
- l'évaluation, sur la base de la valeur nette comptable des comptes de la CENFE au 31 décembre 2016 (i) des éléments d'actif apportés égale à 21.847.368.753 euros et (ii) des éléments de passif pris en charge égale à 19.987.637.002 euros, soit un actif net apporté de 1.850.774.751 euros après déduction de la somme de 8.957.000 euros correspondant au montant de la distribution de l'intérêt aux parts sociales au titre de l'exercice 2016 décidée par l'assemblée générale ordinaire des sociétaires de la CENFE réunie le 1^{er} mars 2017.
- en raison du statut coopératif de la Société et de la CENFE impliquant que les sociétaires de la Société et de la CENFE n'ont pas droit aux réserves mais uniquement au remboursement du nominal de la part, la rémunération des apports effectués au titre de la Fusion selon un rapport d'échange de 1 part sociale de la Société pour 1 part sociale de la CENFE ;
- la fixation de la date de réalisation de la Fusion (i) au 1^{er} mai 2017 à 0h00 en cas de réalisation de la dernière des Conditions Suspensives visées à l'article 3.1 du Traité de Fusion

avant le 1^{er} mai 2017 à 0h00 ou, à défaut de réalisation de la dernière des Conditions Suspensives avant le 1^{er} mai 2017 à 0h00, (ii) à 0h00 le premier jour du mois suivant le mois au cours duquel est intervenue la réalisation de la dernière des Conditions Suspensives (la « **Date de Réalisation** ») ;

- la fixation de la date d'effet rétroactif de la Fusion d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2017 de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la CENFE à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'à la Date de Réalisation seront exclusivement réputées accomplies par la Société ; et
- que, à défaut de réalisation des Conditions Suspensives au 31 décembre 2017 au plus tard, le Traité de Fusion sera considéré comme nul et non avenue sans qu'il y ait lieu au paiement d'une quelconque indemnité de part ni d'autre, sauf prorogation de ce délai d'un commun accord entre la Société et la CENFE, ou sauf à ce que la Société et la CENFE aient renoncé à se prévaloir avant cette date de la ou les Condition(s) Suspensive(s) non réalisée(s).

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°2 : AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA SOCIETE D'UN MONTANT DE 497.663.460 EUROS EN REMUNERATION DE LA FUSION

L'Assemblée, en conséquence de l'adoption de la première résolution :

1. décide, en rémunération des apports de la CENFE d'augmenter, à la Date de Réalisation, le capital social de la Société d'une somme de 497.663.460 euros pour le porter de 268.492.540 euros à 766.156.000 euros, par la création de 24.883.173 parts sociales nouvelles de 20 euros de valeur nominale, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Les parts sociales nouvellement créées sont attribuées aux sociétaires titulaires des 24.883.173 parts sociales qui composent le capital de la CENFE proportionnellement à la quote-part du capital de la CENFE qu'ils détiennent.

Ces parts sociales porteront jouissance rétroactivement à compter de la Date de Réalisation définitive de la fusion et seront entièrement assimilées aux parts sociales anciennes.

2. constate la différence entre (i) la valeur de l'actif net de la CENFE transmis à la Société du fait de la Fusion égale à 1.850.774.751 euros et (ii) la valeur nominale de l'augmentation de capital de la Société destinée à rémunérer l'actif net transmis par la CENFE à la Société, égale à 497.663.460 euros, d'un montant de 1.353.111.291 euros constituant la prime de fusion et approuve ladite prime de fusion et décide de l'inscrire au crédit du compte « Prime de fusion » sur lequel porteront les droits des sociétaires anciens et nouveaux de la Société.
3. décide que la réalisation de la Fusion vaudra autorisation pour le Directoire de procéder à tout prélèvement sur la prime de fusion conforme aux principes en vigueur en vue, notamment, d'imputer sur la prime de fusion tous les frais, honoraires, droits et impôts engagés ou dus dans le cadre de la Fusion.
4. donne tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires applicables, à l'effet de procéder à toutes les formalités nécessaires en conséquence de l'adoption de la présente résolution et faire toutes les démarches nécessaires à la création des parts sociales nouvelles de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°3 CONSTATATION DE LA REALISATION DES CONDITIONS SUSPENSIVES ET DE LA FUSION

Monsieur HUBERT indique que l'assemblée peut valablement délibérer, toutes les conditions suspensives étant levées.

L'Assemblée, sous réserve de l'adoption de la première et de la deuxième résolution, et après avoir pris connaissance de :

- la décision de la Banque Centrale Européenne de retrait de l'agrément de la CENFE en qualité d'établissement de crédit conformément aux dispositions de l'article L. 511-15 du Code monétaire et financier et de l'article 88 du règlement (UE) n° 468/2014 de la Banque Centrale Européenne du 16 avril 2014 et de l'approbation ;
- l'approbation par la Banque Centrale Européenne du changement de dénomination sociale de la Société ; et
- l'approbation par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires de la CENFE de la fusion entre la Société et la CENFE, du Traité de Fusion et de la dissolution de la CENFE qui en résulte.

1. constate en conséquence :

- la réalisation des Conditions Suspensives ;
- (i) la réalisation de la Fusion conformément aux termes du Traité de Fusion et (ii) l'émission de 24.883.173 parts sociales nouvelles de la Société, entièrement libérées, créées en rémunération de la Fusion et attribuées aux sociétaires de la CENFE, selon le rapport d'échange de 1 part sociale de la Société pour 1 part sociale de la CENFE, conformément aux dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, étant rappelé que la réalisation de la Fusion et de l'augmentation de capital précitée interviendront à la Date de Réalisation ;
- la dissolution de la CENFE sans liquidation à la Date de Réalisation.

2. décide de modifier, à la Date de Réalisation, ainsi qu'il suit l'article 6 des statuts de la Société afin de refléter le nouveau capital social de la Société résultant de la réalisation de la Fusion :

« Le capital social est fixé à la somme de 766 156 000 €.

Il est divisé en 38 307 800 parts sociales, de valeur nominale de 20 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Les parts sociales ne peuvent être détenues que par des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Toute opération portant sur l'augmentation et la réduction du capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance doit être autorisée par BPCE ».

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°4 : CHANGEMENT DE DENOMINATION SOCIALE DE LA SOCIETE

L'Assemblée décide de modifier la dénomination sociale de la Société en :

« CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE HAUTS DE FRANCE »

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier, ainsi qu'il suit, les Articles 1 et 3 des statuts intitulés respectivement « *Forme* » et « *Dénomination sociale* » :

« Article 1 : Forme

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France (ci-après désignée la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou la Société) est une banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (ci-après désigné le C.O.S.) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par les présents statuts. »

Et

« Article 3 : Dénomination sociale

La Société a pour dénomination :

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destiné aux tiers, cette dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « société coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance » ou « S.A. coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Son sigle est CEP (ou Caisse d'Épargne) Hauts de France »

La modification de la dénomination sociale de la Société et les modifications statutaires qui en résultent prendront effet à la Date de Réalisation de la Fusion.

En conséquence, le Directoire procédera à toute modification utile vis-à-vis des tiers et les informera de ces changements.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°5 : MODIFICATION DE L'ADRESSE DU SIEGE SOCIAL DE LA SOCIETE

L'Assemblée décide de déplacer le siège de la Société au :

« 135 pont de Flandres, 59777 Euralille »

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier, ainsi qu'il suit, l'Article 4 des statuts intitulé « *Siège et ressort territorial* » :

« Le siège de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance est fixé à Euralille (59777), 135 pont de Flandres.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'orientation et de surveillance (sur proposition du directoire) sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Le ressort territorial de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance est fixé par BPCE. »

La modification de l'adresse du siège social de la Société et les modifications statutaires qui en résultent prendront effet à la Date de Réalisation de la Fusion.

En conséquence, le Directoire procédera à toute modification utile vis-à-vis des tiers et les informera de ce changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°6 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 35 DES STATUTS DE LA SOCIETE

L'Assemblée décide d'ajouter un paragraphe, ainsi qu'il suit, à l'article 35 des statuts de la Société intitulé « *Censeurs élus par l'Assemblée générale ordinaire* » :

« Sur proposition du directoire, le COS soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire la nomination de censeurs dans la limite de 6.

Ils sont nommés pour une durée au plus de 6 années qui expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions du COS auxquelles ils sont convoqués dans les mêmes conditions que ses membres.

En cas de décès ou démission d'un censeur, le COS peut, entre deux assemblées, coopter un nouveau censeur pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Par exception et en conséquence de la fusion par absorption de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Nord France Europe par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France (anciennement dénommée Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Picardie) réalisée le 1^{er} mai 2017, le nombre de censeurs pourra être supérieur à 6 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. »

La modification de l'article 35 des statuts prendra effet à la Date de Réalisation de la Fusion.

En conséquence, le Directoire procédera à toute modification utile vis-à-vis des tiers et les informera de ce changement.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

RESOLUTION N°7 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

(...)

L'Assemblée, sous réserve de l'adoption des première et deuxième résolutions, en application des dispositions de l'article L. 512-90 du Code monétaire et financier relatives au nombre de membres du Conseil d'orientation et de surveillance d'une caisse d'épargne et de prévoyance en cas de fusion entre des caisses d'épargne et de prévoyance, prend acte qu'à compter de la Date de Réalisation de la Fusion, la composition du Conseil d'orientation et de surveillance de la Société sera la suivante :

- *Membres élus par l'assemblée générale des sociétaires :*

- Monsieur Antoine BEDOY ;
- Madame Faizaz BELLAHCENE ;
- Madame Nathalie BETOURNE ;
- Monsieur Bernard BELIN ;
- Madame Catherine CROIZE ;
- Monsieur Pascal DEGRELLE ;
- Madame Véronique DELANNOY ;
- Monsieur Marc DELASSUS ;
- Monsieur José DE SOUSA ;
- Madame Sabine DRUART ;
- Madame Brigitte FERRY ;
- Monsieur Louis FLATRES ;
- Madame Nancy FOSLIN ;
- Monsieur Alain HERRENG ;
- Monsieur Yves HUBERT ;
- Monsieur Jean-Claude JOSINSKI ;
- Monsieur Thierry LACOUT ;
- Monsieur Philippe LAMBLIN ;
- Madame Nadine LEFEBVRE ;
- Monsieur Luc LEGRAS ;
- Monsieur Léon-Sylvain LENTENOIS ;
- Monsieur Jacky LENTREBECQ ;
- Madame Astrid MAUDUIT ;
- Madame Anne MENSUELLE ;

- Monsieur Patrice NAGLE ;
 - Madame Marie-Thérèse PIEKACZ ;
 - Madame Nathalie PISCHEDDA ;
 - Monsieur Stéphane POTTEZ ;
 - Monsieur Bernard PRUVOST ; et
 - Madame Catherine VANRENTERGHEM.
- *Membres élus par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sociétaires :*
- Monsieur Sylvain ROBERT ; et
 - Madame Mathilde ROY.
- *Membres élus par les salariés sociétaires :*
- Monsieur Jean-Marc GAJDA ; et
 - Monsieur Dominique MOITY.

La durée maximum de la dérogation prévue à l'article L512-90 du Code monétaire et financier en cas de fusion de caisses d'épargne est de trois ans à compter de la Date de Réalisation de la Fusion.

En application de l'article 22 des statuts, le Conseil d'orientation et de surveillance comprend en outre, un représentant des salariés dont le mandat court jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ce membre est Monsieur Guillaume COUSSEMENT.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°8 : AUTRES MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de modifier les articles 4, 18, 26, 33 et 38 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

Ancien article	Nouvelle article
<p>Article 4 : Siège et ressort territorial</p> <p>(...)</p> <p>Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du conseil d'orientation et de surveillance (sur proposition du directoire) sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.</p> <p>Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.</p> <p>Le ressort territorial de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé par BPCE.</p>	<p>Article 4 : Siège et ressort territorial</p> <p>(...)</p> <p>Il peut être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du conseil d'orientation et de surveillance (sur proposition du directoire) sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.</p> <p>Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.</p> <p>Le ressort territorial de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé par BPCE.</p>
<p>Article 18 : Pouvoirs et obligations du directoire</p> <p>1. Pouvoirs</p>	<p>Article 18 : Pouvoirs et obligations du directoire</p> <p>1. Pouvoirs</p>

Le directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les membres du directoire peuvent, sur proposition du président du directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégalement la direction de la société.

Le directoire, après avis du COS, décide la création de Sociétés Locales d'Epargne avec l'accord de BPCE.

Conformément à la loi, la cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés accordées par la Société pour ses propres engagements font l'objet d'une autorisation du COS.

Le COS peut, cependant, dans la limite des règles fixées par BPCE, autoriser à l'avance le directoire à réaliser ces opérations.

...

Article 26 : Présidence et vice-présidence

1. Le COS élit en son sein un président et un vice-président, obligatoirement des personnes physiques. Ils doivent être choisis parmi les membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires. Ils sont nommés pour une durée de six ans et au plus égale à celle de leur mandat de membre du COS.

Nul ne peut être nommé président de COS s'il ne peut, à la date de sa première nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat de président sans atteindre la limite d'âge de 70 ans visée à l'article 24.1 ci-avant.

Le président, et en cas d'empêchement, le vice-président, convoque le COS, en fixe l'ordre du jour, dirige les débats et préside la réunion.

Le président avise les Commissaires aux comptes des conventions autorisées par le COS en application des articles L.225-88 et suivants du code de commerce.

Le directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les membres du directoire peuvent, sur proposition du président du directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégalement la direction de la société.

Le directoire, après avis du COS, décide la création de Sociétés Locales d'Epargne avec l'accord de BPCE.

La cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés accordées par la Société pour ses propres engagements font l'objet d'une autorisation du COS.

Le COS peut, cependant, dans la limite des règles fixées par BPCE, autoriser à l'avance le directoire à réaliser ces opérations.

...

Article 26 : Présidence et vice-présidence

1. Le COS élit en son sein un président et un vice-président, obligatoirement des personnes physiques. Ils doivent être choisis parmi les membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires. Ils sont nommés pour une durée de six ans et au plus égale à celle de leur mandat de membre du COS.

Nul ne peut être nommé président de COS s'il ne peut, à la date de sa première nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat de président sans atteindre la limite d'âge de 70 ans visée à l'article 24.1 ci-avant.

Le président, et en cas d'empêchement, le vice-président, convoque le COS, en fixe l'ordre du jour, dirige les débats et préside la réunion.

Le président avise les Commissaires aux comptes des conventions autorisées par le COS **et conclues** en application des articles L.225-88 et suivants du code de commerce.

<p>Le président du COS et deux membres du COS désignés par cet organe représentent la Caisse d'Épargne et de Prévoyance au sein de l'assemblée générale de la FNCEP.</p> <p>2. Le COS peut désigner, en plus du Vice-président visé au 26.1 ci-dessus, jusqu'à 2 Vice-présidents.</p> <p>Seul le Vice-président désigné en vertu du 26.1 ci-dessus, Premier Vice-Président, dispose des pouvoirs énumérés à ce même article 26.1 et par la réglementation en vigueur.</p> <p>3. Le Président et les Vice-présidents sont rééligibles.</p>	<p>Le président du COS et deux membres du COS désignés par cet organe représentent la Caisse d'Épargne et de Prévoyance au sein de l'assemblée générale de la FNCEP.</p> <p>2. Le COS peut désigner, en plus du Vice-président visé au 26.1 ci-dessus, jusqu'à 2 Vice-présidents.</p> <p>Seul le Vice-président désigné en vertu du 26.1 ci-dessus, Premier Vice-Président, dispose des pouvoirs énumérés à ce même article 26.1 et par la réglementation en vigueur.</p> <p>3. Le Président et les Vice-présidents sont rééligibles.</p>
<p>Article 33 : Conventions entre la société et l'un des membres du COS ou du directoire</p> <p>Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.</p> <p>Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du CS de ladite entreprise.</p> <p>Ces conventions sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.</p> <p>Ces dispositions ne sont, en application de l'article L.225-87 du code de commerce, applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis.</p>	<p>Article 33 : Conventions entre la société et l'un des membres du COS ou du directoire</p> <p>Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.</p> <p>Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du CS de ladite entreprise.</p> <p>Ces conventions conclues sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.</p> <p>Ces dispositions ne sont, en application de l'article L.225-87 du code de commerce, applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis.</p>
<p>Article 38 : Nomination et pouvoirs</p> <p>1. Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par un ou deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilités (et figurant sur la liste établie par BPCE).</p> <p>2. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.</p>	<p>Article 38 : Nomination et pouvoirs</p> <p>1. Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilité.</p> <p>2. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.</p>

<p>L'Assemblée Générale Ordinaire nomme également un ou deux commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas d'empêchement, démission ou décès.</p> <p>3. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.</p> <p>4. Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.</p> <p>5. Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.</p> <p>6. Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS ou leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.</p> <p>7. La convocation des commissaires aux comptes à toutes ces réunions est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.</p>	<p>Lorsqu'un commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.</p> <p>3. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.</p> <p>4. Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.</p> <p>5. Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.</p> <p>6. Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS ou leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.</p> <p>7. La convocation des commissaires aux comptes à toutes ces réunions est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.</p>
---	--

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°9 : DELEGATION DE COMPETENCE AU DIRECTOIRE A L'EFFET D'AUGMENTER LE CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, statuant conformément aux articles L. 225-129 et L.225-129-2 du Code de Commerce, décide :

1. De déléguer au Directoire, à compter de la Date de Réalisation de la Fusion et pour une durée maximale expirant à la date de réunion de l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018, sa compétence à l'effet de décider, sur ses seules délibérations et sur avis préalable du Conseil d'Orientation et de Surveillance, d'augmenter le capital social par apport en numéraire, en une ou plusieurs fois, par l'émission au pair de parts sociales de la société à souscrire par les Sociétés Locales d'Epargne en proportion du capital souscrit, à libérer en espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société ;
2. de fixer le plafond de l'augmentation de capital susceptible d'être réalisée en vertu de la présente délégation à un montant nominal maximum de 150 000 000 euros.
3. Les Sociétés Locales d'Epargnes bénéficieront en outre d'un droit de souscription à titre réductible. Les parts sociales non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux Sociétés Locales d'Epargne qui auront souscrit un nombre de parts sociales supérieur à celui qu'elles pouvaient souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement au nombre de leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Le Directoire aura tous pouvoirs pour arrêter les montants, conditions et modalités de toutes émissions de parts sociales décidées en vertu de la présente délégation, conformément aux conditions prévues par les statuts et par la loi et règlements en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.

Le Directoire disposera des pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre la présente résolution notamment en passant toute convention à cet effet et procéder en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, à l'émission de parts sociales, ainsi que le cas échéant pour y surseoir, en constater la réalisation et procéder à la modification corrélative des statuts et notamment de l'article 6, ainsi que pour procéder à toutes formalités et prendre toute mesures utiles à la réalisation des émissions décidées en vertu de la présente délégation.

L'Assemblée Générale constate, que le capital des Caisses d'Epargne étant réservé aux Sociétés Locales d'Epargne conformément à l'article L.512-89 du Code monétaire et financier, l'article L.225-129-6 du Code de commerce relatif à une augmentation de capital réservée aux salariés ne peut trouver à s'appliquer.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°10 : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Président du Directoire à l'effet de poursuivre la réalisation définitive des opérations de Fusion, et en conséquence :

- de réitérer, si besoin est et sous toutes formes, les apports effectués à la Société et établir tous actes confirmatifs, complémentaires ou rectificatifs qui pourraient être nécessaires, accomplir toutes formalités utiles pour faciliter la transmission du patrimoine de la CENFE à la Société ;
- de remplir toutes formalités, faire toutes déclarations auprès des administrations concernées, ainsi que toutes significations et notifications à quiconque et en particulier, accomplir des formalités au registre du commerce et des sociétés d'Amiens et de Lille Métropole et en cas de difficulté, engager ou suivre toutes instances ;
- signer la déclaration de conformité prévue à l'article L. 236-6 du Code de commerce ; et
- aux effets ci-dessus, signer toutes pièces, tous actes et documents, élire domicile, substituer et déléguer dans la limite des présents pouvoirs, et faire tout ce qui sera nécessaire.

L'Assemblée habilite le secrétaire de séance ou toute personne dûment habilitée à l'effet de certifier conforme les copies ou extraits du procès-verbal de la présente assemblée.

En outre, l'Assemblée donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôts et autres qu'il conviendra d'effectuer.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Partie Ordinaire

(...)

RESOLUTION N°1 : CENSEURS STATUTAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend acte que sous réserve et à compter de la Date de Réalisation de la Fusion les censeurs tels que prévus à l'article 35 des statuts sont, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

- Dominique AERTS ~
- Christian BOURLET ~

- Ludovic CANON ✓
- Gérard CHOQUENET ✓
- Philippe CLERBOUT ✓
- Cédric DHALLUIN ✓
- Alain MARTIN ✓
- Didier PIGNAT ✓
- Jean-Patrick PROUVOST ✓
- Jean-Paul RENAUX ✓
- Olivier TASSAN ✓

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°2 : INDEMNITES COMPENSATRICES

(...)

L'Assemblée Générale ordinaire décide, en application de l'article 6 de la loi du 10 septembre 1947, de fixer le montant global des indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la coopérative par les membres et le Président du conseil d'orientation et de surveillance à 686 300 euros pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION N°3 : POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITES

L'Assemblée habilite le secrétaire de séance ou toute personne dûment habilitée à l'effet de certifier conforme les copies ou extraits du procès-verbal de la présente assemblée.

En outre, l'Assemblée donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôts et autres qu'il conviendra d'effectuer.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...)

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 11h28.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les membres du bureau.

Le Président

Les scrutateurs

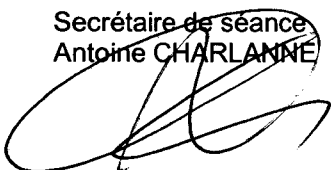
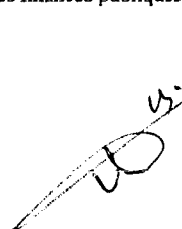
Le secrétaire

Amiens, le 9 mai 2017
Procès-verbal certifié conforme
Pour servir et valoir ce que de droit

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
AMIENS 1
Le 09/05 2017 Dossier 2017 15681, référence 2017 A 01817
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : 500 €
L'Agent administratif des finances publiques

Secrétaire de séance
Antoine CHARLANNE

M^{me} Rose-Noëlle WAELES
Agent des Impôts

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE HAUTS DE FRANCE
Banque Coopérative
régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier
Société Anonyme à Directoire et à Conseil d'Orientation et de Surveillance
Capital social de 766.156.000 euros
Siège social : 135 Pont de Flandres - 59777 EURALILLE Cedex
RCS Lille Métropole 383 000 692

EXTRAIT DE DELIBERATION
DU CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE
DU 29 AVRIL 2017

.../...

I - Composition du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Désignation du Président

« En application du protocole de rapprochement en date du 25 Juin 2016, le Conseil d'Orientation et de Surveillance élit en qualité de Président :

- A compter du 29 avril 2017, M. Yves HUBERT et jusqu'à l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2017 qui aura lieu en 2018 ;
- Puis M. Philippe LAMBLIN à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2017 qui aura lieu en 2018 et pour la durée restant à courir de son mandat de membre du Conseil. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Désignation du Vice-Président

« Le Conseil d'Orientation et de Surveillance prend acte de la démission, à compter du 1^{er} mai 2017, de M. Jacky LENTREBECQ de sa qualité de Vice-Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance.
En application du protocole de rapprochement en date du 25 Juin 2016, le COS élit :

- M. Philippe LAMBLIN, en qualité de Vice-président – Président Délégué jusqu'à l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2017 qui aura lieu en 2018 ;
- M. Jacky LENTREBECQ, en qualité de Vice-Président, à l'issue de l'Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice 2017 qui aura lieu en 2018 et pour la durée restant à courir de son mandat de membre du Conseil. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Désignation du Secrétaire

« M. Léon-Sylvain LENTENOIS est désigné Secrétaire du Conseil d'Orientation et de Surveillance, pour la durée restant à courir de son mandat de Membre du Conseil. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

II. Directoire : Nomination

Fin de mandat du Directoire

« Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

- Prend acte de la fin de son mandat de Membre du Directoire, et de sa qualité de Président du Directoire de M. Alain PROUFF, avec prise d'effet au 29 avril 2017, l'ensemble des mandats des membres du directoire étant venu à échéance, conformément à l'article 14-4 des statuts ;
- Prend acte de la fin de son mandat de Membre du Directoire en charge du Pôle Ressources de M. Jean-Pierre TAMIGI, avec prise d'effet au 29 avril 2017, l'ensemble des mandats des membres du directoire étant venu à échéance conformément à l'article 14-4 des statuts ;
- Constate que la part variable de rémunération de Messieurs Alain PROUFF et Jean-Pierre TAMIGI au titre de l'exercice en cours sera calculée prorata temporis et attribuée en 2018 après décision du conseil conformément aux règles applicables au sein du Groupe BPCE. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Nomination du Directoire

1^{ère} délibération :

« Vu les dispositions des articles L.512-90 et L.512-107 du Code Monétaire et Financier et L.225-59 du Code de Commerce,
Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,
Vu l'article 14 des statuts de la Caisse d'Epargne,
Sur proposition du Comité des Nominations,
Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

Fixe à 5 le nombre de membres de Directoire,

Nomme **M. Alain DENIZOT** en qualité de Membre du Directoire, sous condition suspensive de l'agrément du Conseil de Surveillance de BPCE.

Ce mandat lui est confié à compter du 29 avril 2017 pour une durée de 5 ans.

M. Alain DENIZOT exercera le mandat de membre du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

M. Alain DENIZOT ainsi nommé a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées.

M. Alain DENIZOT a déclaré en outre qu'il satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul des mandats qu'il peut exercer et qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'il satisfait à la règle de la limite d'âge fixée par l'article 14 des statuts.

La levée de la condition suspensive d'agrément par le Conseil de Surveillance de BPCE telle que décidée ci-dessus aura pour effet de rendre la nomination de **M. Alain DENIZOT** en qualité de membre de Directoire définitive et rétroactive à compter du 29 avril 2017. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

2^{ème} délibération :

« Vu les dispositions des articles L.512-90 et L.512-107 du Code Monétaire et Financier et L.225-59 du Code de Commerce,
Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,
Vu l'article 14 des statuts de la Caisse d'Epargne,
Sur proposition du Comité des Nominations,
Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

Fixe à 5 le nombre de membres de Directoire,

Nomme **M. François CODET** en qualité de Membre du Directoire, sous condition suspensive de l'agrément du Conseil de Surveillance de BPCE.

Ce mandat lui est confié à compter du 29 avril 2017 pour une durée de 5 ans.

M. François CODET exercera le mandat de membre du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

M. François CODET ainsi nommé a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées.

M. François CODET a déclaré en outre qu'il satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul des mandats qu'il peut exercer et qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'il satisfait à la règle de la limite d'âge fixée par l'article 14 des statuts.

La levée de la condition suspensive d'agrément par le Conseil de Surveillance de BPCE telle que décidée ci-dessus aura pour effet de rendre la nomination de **M. François CODET** en qualité de membre de Directoire définitive et rétroactive à compter du 29 avril 2017. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

3^{ème} délibération :

« Vu les dispositions des articles L.512-90 et L.512-107 du Code Monétaire et Financier et L.225-59 du Code de Commerce,
Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,
Vu l'article 14 des statuts de la Caisse d'Epargne,
Sur proposition du Comité des Nominations,
Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

Fixe à 5 le nombre de membres de Directoire,

Nomme **Mme Christine GOEURY** en qualité de Membre du Directoire, sous condition suspensive de l'agrément du Conseil de Surveillance de BPCE.

Ce mandat lui est confié à compter du 29 avril 2017 pour une durée de 5 ans.

Mme Christine GOEURY exercera le mandat de membre du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

Mme Christine GOEURY ainsi nommée a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées.

Mme Christine GOEURY a déclaré en outre qu'elle satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul des mandats qu'elle peut exercer et qu'elle n'est pas frappée de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'elle satisfait à la règle de la limite d'âge fixée par l'article 14 des statuts.

La levée de la condition suspensive d'agrément par le Conseil de Surveillance de BPCE telle que décidée ci-dessus aura pour effet de rendre la nomination de **Mme Christine GOEURY** en qualité de membre de Directoire définitive et rétroactive à compter du 29 avril 2017. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

4^{ème} délibération :

« Vu les dispositions des articles L.512-90 et L.512-107 du Code Monétaire et Financier et L.225-59 du Code de Commerce,

Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,

Vu l'article 14 des statuts de la Caisse d'Epargne,

Sur proposition du Comité des Nominations,

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

Fixe à 5 le nombre de membres de Directoire,

Nomme **M. Michaël KERVRAN** en qualité de Membre du Directoire, sous condition suspensive de l'agrément du Conseil de Surveillance de BPCE.

Ce mandat lui est confié à compter du 29 avril 2017 pour une durée de 5 ans.

M. Michaël KERVRAN exercera le mandat de membre du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

M. Michaël KERVRAN ainsi nommé a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées.

M. Michaël KERVRAN a déclaré en outre qu'il satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul des mandats qu'il peut exercer et qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'il satisfait à la règle de la limite d'âge fixée par l'article 14 des statuts.

La levée de la condition suspensive d'agrément par le Conseil de Surveillance de BPCE telle que décidée ci-dessus aura pour effet de rendre la nomination de **M. Michaël KERVRAN** en qualité de membre de Directoire définitive et rétroactive à compter du 29 avril 2017. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

5^{ème} délibération :

« Vu les dispositions des articles L.512-90 et L.512-107 du Code Monétaire et Financier et L.225-59 du Code de Commerce,

Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,

Vu l'article 14 des statuts de la Caisse d'Epargne,

Sur proposition du Comité des Nominations,

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance :

Fixe à 5 le nombre de membres de Directoire,

Nomme **Mme Valérie RAYNAUD** en qualité de Membre du Directoire, sous condition suspensive de l'agrément du Conseil de Surveillance de BPCE.

Ce mandat lui est confié à compter du 29 avril 2017 pour une durée de 5 ans.

Mme Valérie RAYNAUD exercera le mandat de membre du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

Mme Valérie RAYNAUD ainsi nommée a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées.

Mme Valérie RAYNAUD a déclaré en outre qu'elle satisfaisait à la limitation requise par la loi en ce qui concerne le cumul des mandats qu'elle peut exercer et qu'elle n'est pas frappée de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'elle satisfait à la règle de la limite d'âge fixée par l'article 14 des statuts.

La levée de la condition suspensive d'agrément par le Conseil de Surveillance de BPCE telle que décidée ci-dessus aura pour effet de rendre la nomination de **Mme Valérie RAYNAUD** en qualité de membre de Directoire définitive et rétroactive à compter du 29 avril 2017. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Désignation du Président du Directoire :

« Vu les dispositions de l'article L512-107 du Code Monétaire et Financier,
Vu l'article 27.3 des statuts de BPCE,
Vu l'article 16 des statuts de la Caisse d'Epargne,
Sur proposition du Comité des Nominations,

Le Conseil d'Orientation et de surveillance désigne en qualité de Président du Directoire :

M. Alain DENIZOT

Ce mandat lui est confié pour la durée de son mandat de membre du Directoire.

M. Alain DENIZOT exercera le mandat de Président du Directoire tel qu'il est prévu par les textes légaux et réglementaires régissant les Caisses d'Epargne et par les statuts de la Caisse d'Epargne.

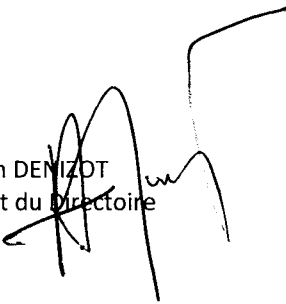
M. Alain DENIZOT ainsi nommé a déclaré par avance accepter lesdites fonctions si celles-ci venaient à lui être confiées. »

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

.../...

Fait à Lille, le 10 Mai 2017
Pour valoir et servir ce que de droit
Copie certifiée conforme à l'original

Alain DENIZOT
Président du Directoire



LISTE DES SIEGES SOCIAUX

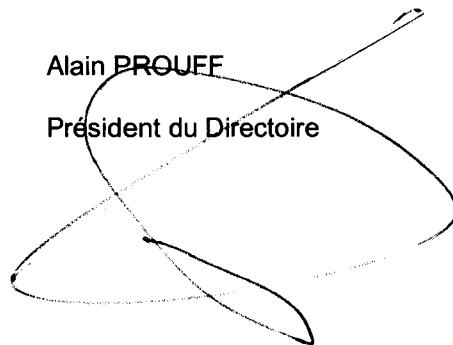
La Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Picardie – Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier, Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance – Capital social de 268 492 540 euros – Siège social : 8, rue Vadé, 80064 Amiens cedex 9 – 383 000 692 RCS Amiens – SIRET 383 000 692 02257 - Code NAF 6419 Z – N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 – Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI d'Amiens - Picardie, garantie financière : CEGC 16, rue Hoche, Tour Kupka B – TSA 39999 92919 La Défense Cedex.

A eu pour siège social, le 2 boulevard Jules Verne à AMIENS (80000) du 8 novembre 2000 au 25 juin 2012.

Et à compter du 25 juin 2012, le siège social est situé au 8, rue Vadé, 80064 Amiens cedex 9

Amiens, le 21 avril 2017

Alain PROUFF
Président du Directoire

A large, stylized handwritten signature in black ink, overlapping the printed name and title of Alain PROUFF.

2017/0008358

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital social de 766.156.000 euros
Siège social : 135 pont de Flandres 59777 - Euralille
R.C.S. Lille Métropole 383 000 692

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital social de 497.663.460 euros
Siège social : 135 pont de Flandres 59777 - Euralille
R.C.S. Lille Métropole 383 089 752

DECLARATION DE REGULARITE
ET DE CONFORMITE

Le soussigné :

Monsieur Alain DENIZOT agissant en qualité,

- de Président du Directoire de la société Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France (anciennement dénommée Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Picardie) (la « **CEHDF** »), Banque coopérative régie par les articles L. 512-85 et suivants du Code monétaire et financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 766.156.000 euros, dont le siège social est sis 135 pont de Flandres, 59777 Euralille, (anciennement sis 8 rue Vadé – 80064 Amiens) immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 383 000 692 (anciennement immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Amiens sous le même numéro), dûment habilité à l'effet d'établir et signer la présente déclaration en vertu des résolutions de l'assemblée générale de la CEHDF en date du 29 avril 2017 ; et
- de Président du Directoire de la société Caisse D'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe (la « **CENFE** »), Banque coopérative régie par les articles L. 512-85 et suivants du Code monétaire et financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 497.663.460 euros, dont le siège social est sis 135 pont de Flandres, 59777 Euralille, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lille Métropole sous le numéro 383 089 752, dûment habilité à l'effet d'établir et signer la présente déclaration en vertu des résolutions de l'assemblée générale de la CENFE en date du 29 avril 2017 ;

Fait la déclaration prévue par les articles L. 236-6 et R. 236-4 du Code de commerce, à l'appui des demandes d'inscriptions modificatives au registre du commerce et des sociétés, déposée au greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole, qui sera précédée de l'exposé ci-après :

EXPOSE

1. Le Directoire de la CEHDF et le Directoire de la CENFE, réunis en date du 1^{er} mars 2017, ont arrêté un projet de traité de fusion, sous certaines conditions suspensives, entre les deux sociétés et ont donné respectivement à Messieurs Alain PROUFF et Alain DENIZOT les pouvoirs nécessaires à la réalisation des formalités requises dans le cadre de la fusion.
2. Le projet de traité de fusion des sociétés CEHDF et CENFE, signé par Messieurs Alain PROUFF et Alain DENIZOT le 3 mars 2017, suivant acte sous seing privé, contenait toutes les indications prévues par l'article R. 236-1 du Code de commerce à savoir :

- la forme, la dénomination et le siège social de la CEHDF et la CENFE ;
 - les motifs, buts et conditions de la fusion ;
 - la désignation et l'évaluation de l'actif et du passif dont la transmission à la CEHDF était prévue ;
 - les modalités de remise des parts et la date à partir de laquelle ces parts donnent droit aux bénéficiaires, ainsi que toute modalité particulière relative à ce droit, et la date à partir de laquelle les opérations de la CENFE seront, du point de vue comptable, considérées comme accomplies par la CEHDF ;
 - les dates auxquelles ont été arrêtés les comptes des sociétés intéressées utilisés pour établir les conditions de l'opération ;
 - le rapport d'échange des droits sociaux ; et
 - le montant prévu de la prime de fusion.
3. En application de la réglementation comptable applicable, les éléments apportés par la CENFE à la CEHDF ont été évalués à leur valeur comptable nette.
 4. Le 7 mars 2017, ont été déposés un exemplaire du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de commerce d'Amiens pour la CEHDF et un exemplaire du projet de traité de fusion au greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole pour la CENFE.
 5. Conformément aux dispositions de l'article R. 236-2 du Code de commerce, l'avis de projet de fusion a fait l'objet, pour la CEHDF et la CENFE, d'une publication au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales le 10 mars 2017, soit plus de trente jours avant la date fixée pour chaque assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de fusion. La publication de ces documents n'a été suivie d'aucune opposition des créanciers de la CEHDF et la CENFE dans le délai de trente jours prévu à l'article R. 236-8 du Code de commerce.
 6. Les rapports du Commissaire à la fusion, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce de Lille Métropole en date du 18 octobre 2016, ont été déposés le 20 avril 2017 au greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole pour la CENFE et le 21 avril 2017 au greffe du Tribunal de commerce d'Amiens pour la CEHDF, soit plus de huit jours avant la tenue des assemblées devant statuer sur la fusion.
 7. L'ensemble des documents devant être mis à disposition des actionnaires, au siège social de chaque société, l'ont été trente jours au moins avant la date fixée pour chaque assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet de traité de fusion conformément à l'article R. 236-3 du Code de commerce.
 8. L'assemblée générale extraordinaire de la CENFE réunie en date du 29 avril 2017 a :
 - approuvé le projet de traité de fusion entre les sociétés CEHDF et CENFE et la fusion qu'il prévoit ;
 - autorisé, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion, la réalisation de la fusion selon les termes et conditions figurant dans le traité de fusion ; et
 - constaté que, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion, la fusion se trouvera définitivement réalisée et que, de ce fait, la CENFE sera dissoute sans liquidation en date d'effet juridique du 1^{er} mai 2017, avec effet rétroactif d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2017.
 9. L'assemblée générale extraordinaire de la CEHDF réunie en date du 29 avril 2017, postérieurement à la réunion de l'assemblée générale extraordinaire de la CENFE, a :
 - approuvé le projet de traité de fusion entre les sociétés CEHDF et CENFE et la fusion qu'il prévoit ;

- approuvé l'augmentation de capital corrélative en rémunération de la fusion ;
- constaté la réalisation des conditions suspensives stipulées dans le traité de fusion et, en conséquence, que la fusion se trouvait définitivement réalisée et que de ce fait la CENFE se trouverait dissoute sans liquidation en date d'effet juridique au 1^{er} mai 2017, avec effet rétroactif d'un point de vue comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2017.

10. L'avis de réalisation de la fusion et l'avis de dissolution de la CENFE ont été publiés dans un journal d'annonces légales dans le département dans lequel se situe le siège social respectif de chaque société.

En conséquence des déclarations qui précèdent, les soussignés, *es qualités*, affirment que la fusion entre la CEHDF et la CENFE a été réalisée conformément à la loi et aux règlements, et que la CENFE se trouve définitivement et régulièrement dissoute, sans liquidation.

Seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole pour la CEHDF avec un exemplaire de la présente déclaration et au Greffe du Tribunal de commerce de Lille Métropole pour la CENFE avec un exemplaire de la présente déclaration :

Pour l'absorbante :

- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la société CEHDF en date du 29 avril 2017 approuvant la fusion et constatant la réalisation de la fusion et la dissolution de la CENFE ;
- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la CEHDF en date du 29 avril 2017 conférant tous pouvoirs au Président du Directoire à l'effet d'établir et de signer la déclaration de régularité et de conformité, modifiant la dénomination sociale de la CEHDF et modifiant l'adresse du siège social de la CEHDF ;
- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la CENFE relative à la fusion en date du 29 avril 2017 ;
- un extrait certifié conforme du procès-verbal des décisions du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la CEHDF en date du 29 avril 2017 nommant Monsieur Alain DENIZOT en qualité de Président du Directoire de la CEHDF à compter du 29 avril 2017 ;
- les rapports du Commissaires à la fusion ;
- l'attestation de publication de l'avis de réalisation de la fusion tel que publié dans le journal d'annonces légales « La Gazette de la Région du Nord Pas de Calais » en date du 5 mai 2017.

Pour l'absorbée :

- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la CENFE relative à la fusion en date du 29 avril 2017 ;
- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la CENFE en date du 29 avril 2017 conférant tous pouvoirs au Président du Directoire à l'effet d'établir et de signer la déclaration de régularité et de conformité ;
- un extrait certifié conforme du procès-verbal des résolutions de l'assemblée générale extraordinaire de la société CEHDF en date du 29 avril 2017 approuvant la fusion et constatant la réalisation de la fusion et la dissolution de la CENFE ;
- les rapports du Commissaires à la fusion ;
- l'attestation de publication de l'avis de dissolution tel que publié dans le journal d'annonces légales « La Gazette de la Région du Nord Pas de Calais » en date du 5 mai 2017.

La présente déclaration est établie conformément aux dispositions de l'article L. 236-6 du Code de commerce afin de parvenir à la modification des termes de l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la CEHDF et à la radiation de la CENFE du registre du commerce et des sociétés.

Fait à Lille

Le 9 mai 2017

En cinq exemplaires,

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Nord France Europe



Monsieur Alain DENIZOT
Président du Directoire



Monsieur Alain DENIZOT
Président du Directoire

**STATUTS DE LA
CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE**

statuts modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 février 2004,
par décision du Directoire du 9 juillet 2004
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 24 avril 2004,
par décision du Directoire du 22 janvier 2007
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 13 novembre 2006,
par l'Assemblée Générale Mixte du 14 avril 2007,
par décision du Directoire du 14 janvier 2008
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 13 novembre 2006,
par décision du Directoire du 30 décembre 2008
statuant sur délégations de compétence des Assemblées Générales Mixte
et Extraordinaire des 13 novembre 2006 et 25 octobre 2008,
par l'Assemblée Générale Mixte du 4 avril 2009,
par décision du Directoire du 29 décembre 2009
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 4 avril 2009,
par l'Assemblée Générale Mixte du 24 avril 2010
et par décision du Directoire du 27 décembre 2010
statuant sur délégation de compétence
de l'Assemblée Générale Mixte du 4 avril 2009,
par l'Assemblée Générale Mixte du 14 avril 2012,
par décision du Conseil d'Orientation et de Surveillance du 15 juin 2012,
par l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2013,
par décision du Président du Directoire du 6 août 2013,
statuant sur délégation de pouvoirs du Directoire du 19 juillet 2013,
lui-même statuant sur délégation de pouvoirs de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2013,
par décision du Directoire du 16 décembre 2013
statuant sur délégation de compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 2013,
par l'Assemblée Générale Mixte du 16 avril 2014,
par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2015,
par l'Assemblée Générale Mixte du 21 avril 2016,
Et par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 avril 2017.

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION

SIEGE ET RESSORT TERRITORIAL - DUREE

Article 1 : Forme

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France (ci-après désignée la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou la Société) est une banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dénommé Conseil d'Orientation et de Surveillance (ci-après désigné le C.O.S.) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par les présents statuts.

Article 2 : Objet

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation en assurance y compris de courtage en assurances effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne qui lui sont affiliées et avec les tiers.

Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.

Dans le cadre de l'article L.512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance assure la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux.

Elle contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique sociale et environnementale.

Elle se conforme aux décisions prises par – BPCE, dans le cadre des attributions de celle-ci

Article 3 : Dénomination sociale

La société a pour dénomination :

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Hauts de France.

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, cette dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « Société anonyme coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance » ou « S.A. coopérative à directoire et conseil d'orientation et de surveillance », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Son sigle est CEP (ou Caisse d'Epargne) Hauts de France.

Article 4 : Siège et ressort territorial

Le siège de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé à Euralille (59777), 135 Pont des Flandres.

Il peut être transféré sur l'ensemble du territoire français par décision du conseil d'orientation et de surveillance (sur proposition du directoire) sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est alors autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Le ressort territorial de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est fixé par BPCE.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de la mention de sa transformation en SA coopérative au registre du commerce et des sociétés, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

TITRE II

APPORTS

CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 766 156 000€.

Il est divisé en 38 307 800 parts sociales, de valeur nominale de 20 € chacune, intégralement libérées et toutes de même catégorie.

Les parts sociales ne peuvent être détenues que par des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Toute opération portant sur l'augmentation et la réduction du capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance doit être autorisée par BPCE.

Article 7 : Augmentation du capital

1. Le capital social peut être augmenté par une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des sociétaires, par émission de parts sociales.
2. L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider du montant de l'augmentation de capital, mais elle peut déléguer au Directoire les pouvoirs nécessaires pour en fixer les conditions et modalités selon les dispositions légales et réglementaires.
3. Le capital peut être augmenté par incorporation de réserves, dans les conditions prévues par les alinéas 3 et 4 de l'article 16 de la loi du 10 septembre 1947, par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui statue aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées générales ordinaires.
4. En cas d'apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Article 8 : Réduction du capital

Le capital peut être réduit dans le cadre des dispositions légales et réglementaires.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au directoire tous pouvoirs à effet de la réaliser. En aucun cas la réduction ne peut porter atteinte à l'égalité entre sociétaires.

L'Assemblée statue sur le rapport des commissaires aux comptes.

Lorsque la réduction du capital n'est pas motivée par des pertes, les créanciers antérieurs à la date du dépôt au Greffe du procès-verbal de la délibération, peuvent former opposition à la réduction, conformément aux dispositions légales et réglementaires. Les opérations de réduction de capital ne peuvent commencer que dans les conditions prévues par la loi.

L'achat par la société de ses propres parts sociales est autorisé dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Article 9 : Compte courant d'associés - Compte de dépôts

Les Sociétés Locales d'Epargne, affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, doivent déposer sur un compte courant d'associé ouvert à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance les sommes correspondant à la différence positive entre le montant du produit net des souscriptions de leurs parts sociales et le montant de leur participation dans le capital de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Les Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ne peuvent conclure d'opérations bancaires et financières qu'avec cette dernière à l'exclusion de tout autre établissement. Les flux de trésorerie des dites Sociétés Locales d'Epargne sont centralisés sur un compte de dépôt ouvert dans les livres de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au nom de chaque Société Locale d'Epargne.

Article 10 : Libération des parts sociales

1. Parts sociales

En cas d'augmentation de capital, les parts sociales de numéraire doivent être libérées d'un quart au moins au moment de leur souscription. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois, sur décision du directoire, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à partir de la date à laquelle la souscription est devenue définitive.

Article 11 : Forme et transmission des parts sociales

1. Les parts sociales sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites, par la société ou son mandataire, en compte nominatif pur dans les conditions légales et réglementaires.

Leur cession s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La signature du cessionnaire peut être exigée, si les parts sociales ne sont pas entièrement libérées.

A la demande du sociétaire, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la société.

2. Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'à des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Pour être définitive, la cession doit être agréée par le COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et par le Directoire de BPCE.

A cet effet, le Cédant porte à la connaissance du Président du COS et du Président du Directoire de BPCE par lettre recommandée avec avis de réception son projet de cession en indiquant l'identité du Cessionnaire, le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée et les modalités de la cession.

En aucun cas, le COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et le directoire de BPCE, ne sont tenus de faire connaître les motifs de leur agrément ou de leur refus éventuel. Leur décision doit être notifiée au Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les trois mois de la réception de la notification du projet de cession. A défaut, l'agrément est réputé donné.

En cas de refus d'agrément, le Cédant demeure associé.

Par cession, on entend toute transmission de parts sociales, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même qu'elle aurait lieu par voie d'apport, de fusion, de scission, d'apport partiel d'actif ou dans le cadre de la dissolution d'un sociétaire et alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit.

Article 12 : Droits et obligations attachés aux parts sociales

1. Chaque part sociale donne droit à un intérêt dans les conditions prévues par les présents statuts et à l'attribution de parts gratuites en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Elle donne le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et les présents statuts aux Assemblées Générales et au vote des résolutions.
2. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts sociales pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de parts sociales, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires de parts isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement, de l'achat ou de la vente de parts nécessaires.
3. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les parts de toutes exonérations ou imputations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement, au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale toutes les parts reçoivent la même somme nette.
4. Les sociétaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à la part sociale suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions régulièrement prises par l'Assemblée générale.
5. Les créanciers d'un sociétaire ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés ou exercer des poursuites sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

TITRE III

DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIETE

I - DIRECTOIRE

Article 13 : Nombre de membres et qualité

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance est dirigée par un directoire composé de deux membres au moins et de cinq membres au plus, désignés par le COS qui exerce le contrôle du directoire conformément à la loi et aux présents statuts.

Les membres du directoire sont obligatoirement des personnes physiques.

Article 14 : Nomination

1. Le président et les autres membres du directoire sont nommés par le COS après agrément du Conseil de surveillance de BPCE dans les conditions indiquées ci-après.

A cet effet, le COS propose les membres du directoire à BPCE. Le Directoire de BPCE s'assure, dans les conditions prévues par celle-ci, qu'ils présentent l'honorabilité nécessaire et l'expérience adéquate pour la fonction de président ou celle de membre de directoire, et les soumet à l'agrément du Conseil de surveillance de BPCE.

Enfin, le COS procède à la nomination des membres du directoire, en les choisissant parmi les candidats agréés, dans les conditions précitées par le Conseil de surveillance de BPCE.

2. Aucune personne ne peut être nommée membre du directoire si elle tombe sous le coup des incompatibilités, déchéances ou interdictions légales lui interdisant l'accès à ces fonctions, si elle est membre du conseil d'orientation et de surveillance de la société ou d'une façon générale si elle contrevient aux règles relatives aux cumuls de mandats.
3. Le conseil d'orientation et de surveillance détermine le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire lors de leur nomination, suivant un barème et des modalités arrêtés par BPCE.
4. Le directoire est nommé pour une durée de cinq ans.

En cas de vacance d'un siège de membre de directoire, le remplaçant, qui doit être agréé dans les conditions ci-dessus, est nommé pour la durée du mandat du directoire restant à courir.

Le mandat vient à échéance au 5^{ème} anniversaire de la nomination du directoire, le directoire dont le mandat est échu restant en fonctions jusqu'à la nomination du nouveau directoire.

Par exception, dès lors que le mandat du président prendra fin, pour quelque raison que ce soit, (y compris en tant que membre), le COS pourra décider de mettre fin au mandat des autres membres pour assurer le renouvellement du directoire. Le COS procédera alors à la nomination du nouveau directoire pour un mandat de cinq ans.

Les membres du directoire sont rééligibles dans les conditions fixées par BPCE.

5. La limite d'âge est fixée à 65 ans. Lorsqu'un membre du directoire atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office à compter de la plus prochaine réunion de l'assemblée générale ordinaire, à la suite de laquelle le COS pourvoit à son remplacement.

Article 15 : Révocation - Retrait d'agrément - Suspension et cessation des fonctions - Vacance

1. Tout membre du directoire est révocable par l'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du COS ou par le COS, au cas de l'exception prévue par l'article 14, point 4 (4^{ème} alinéa) en vue de procéder au renouvellement du directoire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.
2. L'agrément d'un membre du directoire peut être retiré par le conseil de surveillance de BPCE sur proposition de son directoire et, sur demande ou après consultation du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Le retrait d'agrément ainsi décidé emporte révocation de plein droit et immédiat du mandat de l'intéressé.

3. En cas de péril grave pour la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, la suspension d'un ou plusieurs membres du directoire peut être décidée, à titre conservatoire, par le directoire de BPCE, sur demande ou après consultation du COS.
4. Si un siège de membre du directoire est vacant, par suite de démission ou décès, le COS doit le pourvoir dans le délai de deux mois en respectant la procédure prévue à l'article 14 ci-dessus.
5. Au cas où le Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance prendrait des décisions non conformes aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux activités bancaires et financières ou aux instructions fixées par BPCE, BPCE peut procéder à la révocation d'un ou de plusieurs membres du directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ainsi qu'à la révocation collective des membres du directoire et désigner des personnes qui seront chargées d'assumer leurs fonctions jusqu'à la désignation de nouveaux titulaires.

Article 16 : Nomination du président du directoire et des directeurs généraux

1. Le COS confère à l'un des membres du directoire, la qualité de président du directoire, sous réserve de l'agrément de BPCE, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus. Le président du directoire a qualité pour représenter la société vis-à-vis des tiers.

Si le COS décide, sur proposition du président du directoire, et sous réserve de l'agrément de BPCE, d'attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs autres membres du directoire qui portent alors le titre de « directeur général », il sollicite préalablement l'agrément de BPCE sur les personnes concernées.

2. Le président du directoire et un membre du directoire représentent la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au sein de l'assemblée générale de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance, ci-après désignée la FNCEP.
3. Le président du directoire ou le directeur général a tout pouvoir pour agir en justice, tant en demande qu'en défense, devant toutes les juridictions, pour représenter la Société, pour traiter, transiger et recourir à l'arbitrage.

Article 17 : Fonctionnement du directoire

1. Le directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et normalement au moins deux fois par mois, sur la convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, de la moitié au moins de ses membres.
2. Les réunions ont lieu, soit au siège social, soit à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Les réunions sont présidées par le président, ou en son absence, par un membre choisi par le directoire au début de la séance.

Le directoire nomme, le cas échéant, un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Pour la validité des délibérations, le nombre des membres du directoire présents doit être au moins égal à 2 membres ou à 3 si le directoire est composé de 5 membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du président du directoire est prépondérante.

Les délibérations du directoire sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social.

Les procès-verbaux sont signés par le président de séance et un membre du directoire.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont valablement certifiés par le président ou un membre du directoire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet par le président.

Article 18 : Pouvoirs et obligations du directoire

1. Pouvoirs

Le directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Les membres du directoire peuvent, sur proposition du président du directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la société.

Le directoire, après avis du COS, décide la création de Sociétés Locales d'Epargne avec l'accord de BPCE.

La cession d'immeubles par nature, la cession totale ou partielle de participations et la constitution de sûretés accordées par la Société pour ses propres engagements font l'objet d'une autorisation du COS.

Le COS peut, cependant, dans la limite des règles fixées par BPCE, autoriser à l'avance le directoire à réaliser ces opérations.

2. Obligations

Le directoire propose au COS :

- les orientations générales de la Société,
- le plan de développement pluriannuel,
- le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements,
- le programme annuel des actions de responsabilité sociétale et son plan de financement, dans le cadre des orientations définies par la FNCEP.

Le directoire établit et publie tous les documents requis par la réglementation en vigueur, notamment :

- il établit dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice, les documents comptables accompagnés du rapport annuel de gestion afférent à cet exercice,
- il établit, une fois par trimestre au moins, un rapport d'activité qui est présenté au conseil d'orientation et de surveillance,
- il veille à la mise en œuvre des décisions de BPCE et à la demande de celle-ci informe le COS.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance en sa qualité d'affiliée de BPCE, adhère au mécanisme de garantie et de solidarité du réseau organisé par BPCE en application des articles L.511-31, L.512-107-6° et L.512-86-1 du code monétaire et financier.

Le directoire est responsable du respect par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance de ses engagements au titre de son appartenance à ce système et, notamment, du versement par celle-ci des cotisations nécessaires à la dotation ou à la reconstitution du fonds commun de garantie et de solidarité du réseau, appelées par BPCE.

De même, le directoire veille au paiement par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance des cotisations appelées par BPCE pour l'accomplissement de ses missions d'organe central du réseau des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et par la FNCEP pour le financement de son budget de fonctionnement.

II - CONSEIL D'ORIENTATION ET DE SURVEILLANCE

Article 19 : Composition et qualité

Le COS est composé de 17 membres dont :

- 1 à 3 membres élus directement par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sociétaires de Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dans les conditions prévues par décret.
- 1 à 3 membres élus directement par et parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sociétaires de Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, le nombre de membres élus par les salariés devant être identique à celui des membres élus par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.
- Le surplus, soit 11, 13 ou 15 membres, élu par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Ne sont éligibles à ce titre ni les collectivités territoriales, ni les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, ni les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

La composition du COS est déterminée quatre mois avant la date du renouvellement du COS, en fonction du nombre de membres, revenant aux collectivités territoriales et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Elle reste inchangée jusqu'à l'expiration de chacune des périodes de six ans.

Sauf disposition légale particulière, pour être ou rester membre du conseil d'orientation et de surveillance, il faut avoir un crédit incontesté et posséder, au moins vingt (20) parts sociales d'une SLE affiliée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Toute fonction d'administrateur, de membre de directoire ou de membre de conseil au sein d'un autre établissement de crédit et d'une autre entreprise prestataires de services d'investissement ne faisant pas partie du Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou de ses filiales est incompatible avec celle exercée au sein du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sauf autorisation donnée par BPCE.

Une personne ayant exercé la fonction de membre du Directoire au sein de la Caisse d'Epargne ou de BPCE ne peut être nommée membre du COS de la Caisse d'Epargne au cours des trois années suivant la cessation de ses fonctions.

Les membres du COS sont élus pour une durée de 6 ans qui expire à l'issue de l'Assemblée Générale, ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

Afin de permettre le renouvellement des membres du COS en une seule fois, toute élection intervenant au cours d'une période de six (6) ans de quelque manière et pour quelque cause que ce soit, sera faite pour la durée restant à courir de la période de six (6) ans en cours au jour de l'élection.

Les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance sont rééligibles.

Si une personne morale est nommée membre du conseil d'orientation et de surveillance, elle est tenue lors de sa nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du conseil en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. Lorsque la personne morale révoque son représentant permanent, elle est tenue, en même temps, de pourvoir à son remplacement.

Article 20 : Membre élu par les salariés

Le Conseil comprend, en outre, un membre élu par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, dans les conditions prévues par l'article L.225-79 du code de commerce et par les présents statuts.

Les modalités de scrutin non définies par la loi précitée sont fixées par BPCE.

Le calendrier des élections est arrêté par le directoire.

Article 21 : Election des membres du COS par l'Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires

Les sièges afférents aux membres élus par l'assemblée générale sont répartis par le directoire de la Caisse d'épargne et de prévoyance, de la manière indiquée dans le règlement d'administration intérieure prévu à l'article 51 des statuts. Cette répartition des sièges est effectuée au moins quarante cinq (45) jours avant la tenue de l'assemblée générale appelée à renouveler l'ensemble des membres du COS et est immédiatement notifiée à chaque Société Locale d'Epargne par le Président du directoire. La répartition ainsi faite reste inchangée pendant la durée de six (6) ans du mandat des membres du COS.

Le (ou les) siège(s) de droit réservé(s), le cas échéant, à une Société Locale d'Epargne ou à des Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe ou à un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne doit (vent) être pourvu(s) par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats, présentés par la Société Locale d'Epargne concernée ou par les Sociétés Locales d'Epargnes constituant un groupe ou par un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne. Le (ou les autres) siège(s) non réservé(s), le cas échéant, à une Société Locale d'Epargne ou à des Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe, ou à un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne, doit (vent) être pourvu(s) par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats présentés par toutes les Sociétés Locales d'Epargne.

A défaut pour une Société Locale d'Epargne, ou pour un groupe de Sociétés Locales d'Epargne, ou pour un ensemble de Sociétés Locales d'Epargne, d'avoir présenté des candidats dans les conditions ci-dessous, l'assemblée générale doit pourvoir le (ou les) siège(s) correspondant par l'élection d'une (ou plusieurs) personne(s) choisie(s) parmi les candidats présentés par l'ensemble des Sociétés Locales d'Epargne.

L'assemblée générale pourvoira d'abord les sièges réservés, puis le cas échéant les autres sièges.

A cet effet, le président du conseil d'administration de chaque Société Locale d'Epargne doit notifier par lettre recommandée avec accusé de réception au président du COS vingt (20) jours au moins avant la tenue de l'assemblée générale appelée à procéder à une élection, l'identité des candidats de la Société Locale d'Epargne, pour le ou les sièges à pourvoir. Lesdits candidats sont choisis par le conseil d'administration de chaque Société Locale d'Epargne, au moins vingt et un (21) jours avant la tenue de l'assemblée générale appelée à procéder à une élection.

Chaque Société Locale d'Epargne, chaque groupe de Sociétés Locales d'Epargne, ou chaque ensemble de Sociétés Locales d'Epargne doit présenter pour un même siège à pourvoir lui revenant au moins deux (2) candidats, soit un de chaque sexe, qu'il s'agisse d'un candidat personne physique ou du représentant permanent d'une personne morale. Le premier des candidats qui aura obtenu la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance sera élu. Les personnes élues à ce titre seront radiées de la liste des candidats pour les autres sièges à pourvoir.

Seuls peuvent être candidats et rester membre du COS, les Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou/et leurs administrateurs autres que les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance.

Les candidats seront soumis au suffrage de l'assemblée dans un ordre déterminé selon la procédure prévue par le règlement d'administration intérieure. Seuls seront élus les candidats qui auront obtenu la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance, sachant que le scrutin sera clos dès que tous les sièges concernés auront été pourvus.

Article 22 : Election des membres du COS par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées

L'élection des membres du COS par les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées, est réalisée dans les conditions prévues par les présents statuts et par le règlement d'administration intérieure prévu à l'article 51 des statuts.

Tous les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance qui détiennent des parts d'une Société Locale d'Epargne affiliée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, directement ou dans le cadre du Plan d'épargne Groupe, sont électeurs et éligibles.

Sont électeurs les salariés dont le contrat de travail est antérieur de six mois à la date de l'élection.

Sont éligibles les salariés dont le contrat de travail est antérieur d'un an à la date de l'élection.

S'il y a un seul siège à pourvoir, le membre est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours par l'ensemble des salariés sociétaires. Dans ce cas, toute déclaration de candidature pour être recevable doit comporter la désignation d'un suppléant répondant aux mêmes conditions d'éligibilité que le candidat, sachant que nul ne peut être suppléant de plusieurs candidats. Elle doit mentionner les noms, prénoms et adresse du candidat et de son suppléant et être signée par le candidat et son suppléant.

S'il y a plusieurs sièges à pourvoir, les membres sont élus par les salariés sociétaires, au scrutin de liste proportionnel sans panachage et sans modification dans le nombre et l'ordre de présentation des candidats, à la plus forte moyenne. Dans ce cas, pour être recevable, chaque liste doit comporter deux fois plus de candidats que de sièges à pourvoir et préciser l'ordre de présentation des candidats. Elle doit comporter noms, prénoms et adresses des candidats et être signée par chacun d'entre eux.

Toute candidature ou liste de candidatures, pour être recevable, doit être notifiée au président du directoire de la Caisse d'épargne ou à son délégué au plus tard 21 jours calendaires au moins avant la date des élections.

Le président du directoire ou son délégué arrête la ou les listes de candidats. Cette ou ces listes, selon le cas, sont affichées au siège de la Caisse d'épargne et de Prévoyance, et au siège des Sociétés Locales d'Epargne ou envoyées aux électeurs 15 jours calendaires au moins avant la date de l'élection.

Chaque électeur dispose d'une voix quel que soit le nombre de parts de Société Locale d'Epargne détenues.

Le vote a lieu par correspondance adressée au siège de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou vote électronique.

En cas de scrutin uninominal, est déclaré élu le candidat ayant obtenu au premier tour la majorité des suffrages valablement exprimés et au deuxième tour le plus grand nombre de suffrages valablement exprimés.

En cas d'égalité des suffrages valablement exprimés, est déclaré élu le candidat ayant la plus grande ancienneté dans la Caisse d'épargne.

En cas de scrutin de liste proportionnel, il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre de voix recueilli par elle contient le quotient électoral qui est obtenu en divisant le nombre de suffrages valablement exprimés par le nombre de sièges à pourvoir.

S'il reste un ou des sièges à pourvoir, le ou les sièges restants sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

Article 23 : Election des membres du COS par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance

Les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sociétaires sont élus, dans les conditions prévues par décret, par un collège unique constitué par les maires, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, les présidents des conseils généraux et régionaux de ces collectivités parmi les membres de leurs assemblées délibérantes, au scrutin uninominal à deux tours, s'il n'y a qu'un siège à pourvoir, et au scrutin de liste proportionnel sans panachage et sans modification dans le nombre et l'ordre de présentation des candidats, à la plus forte moyenne, dans les autres cas.

Article 24 - Limite d'âge - Vacance - Démission - Révocation

1. Limite d'âge

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de membre du COS est fixé à 72 ans. Lorsque cette limite d'âge survient en cours de mandat, l'intéressé est considéré démissionnaire d'office à partir de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui prendra acte de cette démission.

Le représentant permanent d'une personne morale est soumis à la même limite d'âge. Lorsque la limite d'âge est atteinte, la personne morale concernée doit procéder à son remplacement.

En outre, le nombre des membres du COS âgés de plus de 68 ans ne peut excéder le tiers du nombre des membres en fonction. Si cette limite est atteinte, le membre du Conseil le plus âgé est réputé démissionnaire à compter de la plus proche Assemblée Générale Ordinaire qui prendra acte de cette démission et nommera un nouveau membre en remplacement.

L'âge limite pour l'exercice des fonctions de Président du COS est fixé à 70 ans. Lorsque cette limite d'âge survient en cours de mandat, l'intéressé est considéré démissionnaire d'office à partir de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui prendra acte de cette démission.

Toutefois, la limite d'âge pour l'exercice des fonctions de président de COS reste fixée à 68 ans au titre des mandats en cours à la date de l'Assemblée générale ayant modifié l'alinéa précédent.

2. Vacance – démission – révocation de membres du COS élus par l'Assemblée Générale des Sociétaires

Toute personne physique ou toute personne morale membre du COS, qui perd la qualité d'administrateur d'une Société Locale d'Epargne affiliée à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance est réputée de plein droit démissionnaire de son mandat au COS.

Lorsque la perte de la qualité d'administrateur de la Société Locale d'Epargne survient du fait du renouvellement complet des conseils d'administration des Sociétés Locales d'Epargne, le mandat de l'intéressé expire à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

En cas de vacance par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges de membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires, le COS est tenu de compléter son effectif dans le délai de trois mois à compter du jour où s'est produite la vacance dans les conditions prévues par la loi en respectant la répartition des sièges effectuées conformément à l'article 21 ci-dessus et au règlement d'administration intérieure.

En cas de révocation d'un membre du COS par l'Assemblée Générale des Sociétaires, celle-ci doit procéder à son remplacement dans les trois (3) mois en respectant la répartition des sièges effectuée conformément à l'article 21 ci-dessus et au règlement d'administration intérieure.

Il est procédé à la cooptation par le COS ou l'élection du ou des remplaçants en suivant les mêmes règles que celles visées à l'article 21 ci-dessus s'agissant du dépôt des candidatures et de la présentation des candidats au suffrage des électeurs.

A cet effet, la Société Locale d'Epargne ou les Sociétés Locales d'Epargne constituant un groupe ou formant un ensemble qui viendrait(ent) à ne plus être suffisamment représentée(s) au COS est(sont) tenue(s) de notifier au Président du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance dans les trente (30) jours de la vacance ou de la révocation l'identité de ses (leurs) candidats pour le ou les sièges à pourvoir lui (leur) revenant.

3. Vacance – démission – révocation des membres du COS élus par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre

En cas de vacance, dans les cas ci-dessus, d'un ou plusieurs sièges de membres du COS élus par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, il est procédé au remplacement dans les conditions prévues par décret, soit par le suppléant si le membre a été élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, soit par le premier candidat non élu de la liste, si le membre a été élu au scrutin de liste, soit par une nouvelle élection.

Les membres du COS élus par les représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ne peuvent être révoqués que pour faute dans l'exercice de leur mandat, par décision judiciaire, à la demande de la majorité des membres du COS en fonction y compris le ou les membres dont la révocation est demandée.

4. Vacance – démission – révocation des membres du COS élus par les salariés

Tout membre du COS qui perd la qualité de salarié de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance et/ou de sociétaire d'une Société Locale d'Epargne y affiliée est réputé de plein droit démissionnaire de son mandat au COS.

Les membres du COS élus par les salariés ne peuvent être révoqués que pour faute dans l'exercice de leur mandat, dans les mêmes conditions que pour la révocation des représentants des collectivités territoriales.

En cas de vacance par décès, démission, résiliation du contrat de travail, perte des conditions requises pour l'éligibilité et révocation, le représentant des salariés sociétaires est remplacé, selon le cas, soit par son suppléant s'il a été élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours, soit par le premier candidat non élu de la liste, s'il a été élu au scrutin de liste.

Lorsque les dispositions ci-dessus ne permettent plus de pourvoir à une vacance, il est procédé en vue d'y pourvoir, à l'élection d'un membre par et parmi les salariés de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne y affiliées, dans les conditions prévues par l'article 22 des statuts.

5. Dispositions générales

Si, par suite de décès, démission ou révocation, le COS est composé de moins de dix-sept (17) membres, il peut valablement délibérer jusqu'à l'entrée en fonction du (ou des) remplaçants.

Dans tous les cas, le remplaçant n'est désigné que pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Article 25 – Révocation collective des membres du COS par BPCE

Au cas où le COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance prendrait des décisions non conformes aux dispositions législatives ou réglementaires relatives aux activités bancaires et financières ou aux instructions fixées par BPCE, BPCE peut procéder à la révocation d'un ou de plusieurs membres du COS de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ainsi qu'à la révocation collective des membres du COS et désigner des personnes qui seront chargées d'assumer leurs fonctions jusqu'à la désignation de nouveaux titulaires.

Article 26 : Présidence et vice-présidence

26.1. Le COS élit en son sein un président et un vice-président, obligatoirement des personnes physiques. Ils doivent être choisis parmi les membres du COS élus par l'Assemblée Générale des sociétaires. Ils sont nommés pour une durée de six ans et au plus égale à celle de leur mandat de membre du COS.

Nul ne peut être nommé président de COS s'il ne peut, à la date de sa première nomination, accomplir au moins la moitié de son mandat de président sans atteindre la limite d'âge de 70 ans visée à l'article 24.1 ci-avant.

Le président, et en cas d'empêchement, le vice-président, convoque le COS, en fixe l'ordre du jour, dirige les débats et préside la réunion.

Le président avise les Commissaires aux comptes des conventions autorisées par le COS et conclues en application des articles L.225-88 et suivants du code de commerce.

Le président du COS et deux membres du COS désignés par cet organe représentent la Caisse d'Epargne et de Prévoyance au sein de l'assemblée générale de la FNCEP.

26.2. Le COS peut désigner, en plus du Vice-président visé au 26.1 ci-dessus, jusqu'à 2 Vice-présidents.

Seul le Vice-président désigné en vertu du 26.1 ci-dessus, Premier Vice-président, dispose des pouvoirs énumérés à ce même article 26.1 et par la réglementation en vigueur.

26.3. Le Président et les Vice-présidents sont rééligibles.

Article 27 : Réunions du conseil

Le COS se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins quatre fois par an.

L'auteur de la convocation arrête l'ordre du jour, sur proposition ou après consultation du directoire.

Le COS est obligatoirement convoqué par le président ou en son absence par le vice-président lorsque la demande en est faite sur un ordre du jour déterminé, par un tiers au moins de ses membres, ou par un membre du directoire. Dans ce cas, le conseil doit être réuni dans les quinze jours.

A défaut de convocation dans ce délai, les auteurs de la demande peuvent procéder à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance.

Les convocations sont adressées aux membres du COS et du directoire, par lettre simple, par télécopie ou par tout moyen télématique, 8 jours au moins avant la réunion, sauf urgence.

Le COS désigne un secrétaire choisi parmi ou en dehors des membres du COS.

Les membres du directoire assistent aux réunions du COS, sauf pour les questions qui les concernent personnellement.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit précisé dans l'avis de convocation.

Tout membre du conseil peut donner mandat à un autre membre de le représenter à une séance du conseil. Chaque membre ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration. Ces dispositions sont également applicables au représentant permanent d'une personne morale membre du COS.

Article 28 : Quorum et majorité

Le COS ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les membres du Conseil d'Orientation et de Surveillance qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou d'autres moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Cette disposition n'est pas applicable pour la vérification et le contrôle des comptes annuels et des comptes consolidés et pour l'établissement des rapports de gestion.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

Article 29 : Registre de présence - Procès-verbaux

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du COS et autres participants à la séance du conseil.

Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui indique le nom des membres du COS présents, excusés ou absents.

Le cas échéant, le procès-verbal consigne l'obligation de discrétion pour les personnes présentes à la réunion.

Le procès-verbal est revêtu de la signature du président de séance et d'au moins un membre du COS. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par au moins deux membres du COS.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés par le président du COS, le vice-président, un membre du directoire ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Article 30 : Pouvoirs du conseil d'orientation et de surveillance

Le COS exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les présents statuts et par les dispositions légales et réglementaires.

Il exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le directoire.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de ses missions.

Il examine le rapport trimestriel du directoire.

Il présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ses observations sur le rapport de gestion du directoire, sur les comptes de l'exercice et sur les comptes consolidés.

Il veille au respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE.

Il examine le bilan social de la société.

Il autorise le Directoire à céder des immeubles par nature, des participations, en totalité ou en partie, et à constituer des sûretés en vue de garantir les engagements de la Société.

Il donne son avis au directoire :

- sur la création d'une Société Locale d'Epargne.

Il arrête, sur proposition du directoire :

- les orientations générales de la société,

- le plan de développement pluriannuel,

- le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements

- le programme annuel des actions de responsabilité sociale et son plan de financement, dans le cadre des orientations définies par la FNCEP.

Il statue sur un règlement intérieur qui précise les règles de fonctionnement du COS ainsi que des comités qu'il crée en son sein. Il approuve son actualisation et ses modifications.

Article 31 : Comités spécifiques

Le COS fixe la composition des comités spécifiques dont la création, les règles de fonctionnement et les attributions sont fixées par BPCE.

Article 32 : Indemnités compensatrices du temps passé

Le COS répartit, dans le respect des barèmes fixés par BPCE, entre les membres du COS et éventuellement les censeurs nommés par l'Assemblée Générale, le montant global alloué au titre des indemnités compensatrices du temps passé à l'exercice des fonctions de membre de COS déterminé chaque année par l'Assemblée Générale.

Article 33 : Conventions entre la société et l'un des membres du COS ou du directoire

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du directoire ou du CS de ladite entreprise.

Ces conventions conclues sont soumises à l'approbation la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont, en application de l'article L.225-87 du code de commerce, applicables ni aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre, le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis.

Article 34 : Secret professionnel et obligation de discrétion

Tout membre du Conseil et toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil sont tenus au secret professionnel et à une obligation de discrétion, dans les conditions prévues par les articles L.511-33 et L.571-4 du code monétaire et financier, et les dispositions du code de commerce.

Des manquements répétés ou présentant une certaine gravité sont susceptibles de constituer une faute dans l'exercice du mandat.

Article 35 : Censeurs élus par l'Assemblée générale ordinaire

Sur proposition du directoire, le COS soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire la nomination de censeurs dans la limite de 6.

Ils sont nommés pour une durée au plus de 6 années qui expire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

Ils assistent avec voix consultative aux réunions du COS auxquelles ils sont convoqués dans les mêmes conditions que ses membres.

En cas de décès ou démission d'un censeur, le COS peut entre deux assemblées coopter un nouveau censeur pour la durée du mandat restant à courir de son prédécesseur.

Par exception et en conséquence de la fusion par absorption de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Nord France Europe par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France (anciennement dénommée Caisse d'Épargne et de Prévoyance de Picardie) intervenue le 29 avril 2017, le nombre de censeurs pourra être supérieur à 6 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

III - DELEGUE NOMME PAR BPCE

Article 36 : Nomination et pouvoirs du Délégué BPCE

Le directoire de BPCE désigne un délégué BPCE (le Délégué) auprès de la Caisse d'épargne et de prévoyance.

Le Délégué est chargé de veiller au respect par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance, des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ainsi que des règles et orientations définies par BPCE dans le cadre de ses attributions.

Le Délégué assiste, sans droit de vote, à toutes les réunions du conseil d'orientation et de surveillance de la Caisse d'épargne et de prévoyance ; il est invité à toutes les réunions du comité d'audit, du comité des risques, du comité des nominations et du comité des rémunérations. Il est invité à ces réunions dans des formes et selon des délais identiques à ceux applicables aux membres de ces instances. Il est destinataire de l'ensemble des documents qui leur sont adressés ou remis.

Le Délégué assiste également aux assemblées générales de la Caisse d'épargne et de prévoyance.

Dans l'exercice de sa mission, et compte tenu de la solidarité financière existant entre les entreprises du Groupe, le Délégué peut demander une seconde délibération du conseil d'orientation et de surveillance, s'il considère qu'une délibération est contraire à une disposition législative ou réglementaire, ou aux règles Groupe édictées par BPCE. Dans ce cas, le Délégué saisit sans délai BPCE de cette question. La seconde délibération ne peut pas intervenir avant l'expiration d'un délai d'une semaine calendaire. Tant qu'une seconde délibération n'est pas intervenue, la décision est suspendue. Il ne peut pas être demandé de troisième délibération.

TITRE IV

REVISION COOPERATIVE

Article 37 : Révision Coopérative

La Société se soumet tous les cinq ans, dans les conditions fixées par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut général de la coopération à un contrôle de révision coopérative destiné à vérifier la conformité de l'organisation et du fonctionnement aux principes et règles de la coopération et à proposer éventuellement des mesures correctives.

TITRE V

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 38 : Nomination et pouvoirs

1. Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilités (et figurant sur la liste établie par BPCE).
2. Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.
3. Lorsqu'un commissaire aux comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès sont désignés dans les mêmes conditions.
4. Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.
5. Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.
6. Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.

7. Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS ou leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.
8. La convocation des commissaires aux comptes à toutes ces réunions est faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

TITRE VI

ASSEMBLEES

SECTION I : Dispositions applicables à toutes les assemblées.

Article 39 : Convocation des assemblées

Les assemblées sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation. L'ordre du jour et le texte corrélatif des résolutions sont établis par l'auteur de la convocation.

Article 40 : Représentation des sociétaires

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, le sociétaire peut choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- donner une procuration à un autre sociétaire s'il s'agit d'une Assemblée Générale de sociétaires
 - voter par correspondance,
 - adresser une procuration à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, sans indication de mandataire.
- et ce dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Article 41 : Bureau des assemblées

L'assemblée est présidée par le président du COS ou, en son absence, par le vice-président et en l'absence du président et du vice-président, par un membre du conseil spécialement délégué à cet effet. A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'assemblée présents, et acceptant ces fonctions, qui disposent du plus grand nombre de voix. Le bureau désigne le secrétaire, lequel peut être choisi en dehors des membres de l'Assemblée.

Article 42 - Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Celle-ci est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

Article 43 : Procès-verbaux des délibérations

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis par les membres du bureau et signés par eux.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiés par le président ou le vice-président du COS ou par un membre du directoire.

Ils peuvent également être certifiés par le secrétaire de l'assemblée.

SECTION II : Assemblées générales de sociétaires

Article 44 : Assemblées générales ordinaires

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui prennent les décisions ne modifiant pas les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins un cinquième des parts sociales ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie sur deuxième convocation délibère valablement quel que soit le nombre de sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

L'Assemblée Générale Ordinaire, notamment :

- affecte, sur proposition du directoire, les résultats de l'exercice social dans les conditions prévues par la loi,
- fixe l'intérêt versé aux parts de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires, éventuellement et avec l'accord de BPCE par prélèvement sur les réserves conformément à l'article 17 de la loi de 1947.
- fixe le niveau de rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des Sociétés Locales d'Epargne, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires.
- procède à la nomination ou au renouvellement des mandats des commissaires aux comptes et des membres du COS élus par elle.
- statue sur les conventions visées à l'article L.225-86 du code de commerce.
- détermine, dans le respect des barèmes fixés par BPCE, le montant global des indemnités compensatrices des membres de COS et des censeurs visés à l'article 35.
- nomme le réviseur coopératif ;
- prend acte, après discussion, du rapport établi par le réviseur coopératif et des observations formulées, le cas échéant, par le directoire.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes annuels de l'exercice écoulé est réunie dans le délai de quatre mois à compter de la date de clôture de l'exercice.

Article 45 : Assemblées Générales Extraordinaires

Les Assemblées Générales Extraordinaires délibèrent notamment sur toutes modifications des statuts, sur la dissolution de la Société ou sa fusion avec une autre société.

Les modifications statutaires nécessitent l'approbation de BPCE.

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie sur première convocation ne délibère valablement que si les sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des parts sociales ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, le cinquième des parts sociales ayant le droit de vote suffit.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité des deux tiers des voix des sociétaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance.

Article 46 : Droit de vote

Le nombre de voix dont dispose chaque Société Locale d'Epargne affiliée est fonction du nombre de parts dont elle est titulaire, sans qu'une même Société Locale d'Epargne puisse disposer de plus de 30 % du total des droits de vote dont peuvent disposer l'ensemble des sociétaires à l'Assemblée Générale et sans que le pourcentage des voix pouvant globalement être détenues par les Sociétés Locales d'Epargne composées majoritairement de personnes morales puisse dépasser 49 % des voix dont peuvent disposer l'ensemble des sociétaires de l'Assemblée.

Lorsque la part de capital que détient une Société Locale d'Epargne affiliée ou que détiennent les Sociétés Locales d'Epargne affiliées excède, selon le cas, 30 % ou 49 % du total des droits de vote, le nombre de voix attribué à chacune d'entre elles est réduit à due proportion.

TITRE VII

DUREE DE L'EXERCICE COMPTES ANNUELS - DETERMINATION ET AFFECTATION DES RESULTATS

Article 47 : Durée de l'exercice - Comptes annuels

L'exercice social a une durée de douze mois, il commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

La tenue de la comptabilité, l'établissement des comptes individuels annuels, des comptes consolidés, des documents financiers et le cas échéant des situations intermédiaires respectent les instructions de BPCE.

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance transmet à BPCE, dans les délais voulus, tous les documents et informations que cette dernière juge nécessaires à l'exercice de sa fonction d'organe central.

Les comptes individuels annuels, les comptes consolidés et les documents financiers sont tenus à disposition, publiés et déposés dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

L'ensemble des documents mis à la disposition des sociétaires ainsi que ceux destinés à l'information des déposants ou plus généralement des tiers sont établis et publiés conformément à la réglementation en vigueur et aux instructions de BPCE.

Article 48 : Détermination et affectation des résultats

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice (résultat net comptable).

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé 5 % pour la dotation à la réserve légale et 5 % pour la dotation à la réserve statutaire tant que le total de la réserve légale et le total de la réserve statutaire n'atteignent pas chacun le montant du capital social.

Le solde après les prélèvements ci-dessus, augmenté le cas échéant du report à nouveau bénéficiaire, constitue les sommes disponibles qui seront réparties conformément à la loi et à la réglementation fixée par BPCE.

Le paiement de l'intérêt des parts sociales a lieu dans un délai maximum d'un mois après l'approbation des comptes.

Les modalités de paiement sont fixées par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les pertes, s'il en existe, sont reportées à nouveau.

TITRE VIII

TRANSFORMATION - FUSION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 49 : Transformation – Fusion - Création

1. Aucune modification entraînant la perte de la qualité de coopérative ne peut être apportée aux statuts, sauf si les conditions prévues à l'article 25 de la loi du 10 septembre 1947 sont réunies. Cette modification est soumise à l'autorisation préalable de BPCE après avis du conseil supérieur de la coopération.
2. Après en avoir informé l'Autorité de Contrôle et sous réserve des compétences du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, le Conseil de Surveillance de BPCE, sur proposition du directoire de celle-ci, peut, lorsque la situation financière de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance le justifie, et nonobstant toutes dispositions ou stipulations contraires, décider la fusion de celle-ci avec une ou plusieurs personnes morales affiliées à BPCE, la cession totale ou partielle du fonds de commerce ainsi que la dissolution de celle-ci. Le COS et le Directoire de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance doivent au préalable avoir été consultés par le directoire de BPCE. Ce dernier est chargé de la liquidation de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance ou de la cession totale ou partielle du fonds de commerce de celle-ci.
3. La création ou la suppression de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance notamment par voie de fusion de deux ou plusieurs Caisses d'Epargne et de Prévoyance doit être approuvée par le Conseil de Surveillance de BPCE.

Article 50 : Dissolution - Liquidation

1. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut à toute époque, sur proposition du directoire, et après autorisation de BPCE, décider la dissolution anticipée de la Société.

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le directoire est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée, le tout conformément à la loi et aux règlements.

En tout état de cause, l'actif de la société doit excéder effectivement d'un montant au moins égal au capital minimum exigé des établissements de crédit le passif dont elle est tenue envers les tiers.

2. La société est en liquidation dès l'instant où sa dissolution est prononcée, sauf le cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 1844-5 du code civil et sauf fusion ou scission.

L'Assemblée Générale règle, sur proposition du directoire, sous réserve des prescriptions légales impératives en vigueur, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs. Cette nomination met fin au mandat des membres du directoire et du Conseil d'Orientation et de Surveillance et non à celui des commissaires aux comptes.

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que pendant le cours de la Société. Elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de délibérer sur tous intérêts sociaux.

Les liquidateurs représentent la Société. Ils sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable et éteindre son passif.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est dévolu par décision de l'Assemblée Générale à d'autres coopératives ou à des œuvres d'intérêt général ou professionnel.

TITRE IX

REGLEMENT D'ADMINISTRATION INTERIEURE

Article 51 : Règlement d'administration intérieure

Les présents statuts sont complétés par un règlement d'administration intérieure conforme au modèle approuvé par BPCE. Il est adopté et modifié, après approbation de BPCE, dans les mêmes conditions que les présents statuts.

TITRE X

CONTESTATIONS

Article 52 : Compétence et élection de domicile

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre les sociétaires eux-mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les sociétaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents. Toutefois, toutes les contestations qui peuvent s'élever, au sujet des affaires de la caisse, entre le directoire et le COS seront soumises préalablement à la conciliation de BPCE. Tous les litiges susceptibles de naître avec une autre Caisse d'Epargne et de Prévoyance et notamment, ceux relatifs à la délimitation de leurs ressorts territoriaux respectifs, seront soumis préalablement à l'arbitrage organisé par BPCE.

Article 53 : Action en responsabilité

Aucune décision de l'Assemblée Générale ne peut avoir pour effet d'écarter ou d'éteindre une action en responsabilité contre les membres du directoire ou contre l'un ou plusieurs des membres du COS.

L'action en responsabilité contre les membres du directoire, tant sociale qu'individuelle, se prescrit par trois ans à compter du fait dommageable ou s'il a été dissimulé, de sa révélation. Lorsque le fait est qualifié de crime, l'action se prescrit par dix ans.

L'action en responsabilité contre les membres du COS se prescrit dans les mêmes conditions.

Lille, le 1^{er} Mai 2017
Copie certifiée conforme à l'original

Alain DENZOT
Président du Directoire

